

l'Anticapitaliste

n°809 | 16 juillet 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

PRÉSIDENTIELLE 2027

UNE CAMPAGNE UNITAIRE

UN FRONT ANTIFASCISTE

UNE VOIX RÉVOLUTIONNAIRE

ZOOM

France calcinée:
Macron se félicite,
le vivant crame

Page 3

INTERNATIONAL

Gaza après l'annonce par
le Hamas de son retrait
du gouvernement

Page 4

ARGUMENTS

17 juillet 1936. L'échec du coup
d'État fasciste ouvre la voie
à la révolution espagnole

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Assia El Kasmi,
éditrice aux éditions Premiers
Matins de Novembre

Page 8

Édito

Le racisme minable, c'est les autres

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

Début juillet, la sénatrice paraguayenne Celeste Amarilla avait enchaîné contre Kylian Mbappé les clichés négrophobes, mêlant référence à la noix de coco et animalisation, avant de le qualifier de « Camerounais issu de la colonisation, s'efforçant désespérément de passer pour un Français ».

Quelques jours plus tard, l'ancien Premier ministre de l'État espagnol Mariano Rajoy disait que l'équipe de France « a un très haut niveau, cela dit, sans Français ».

La droite internationale témoigne ainsi de son racisme le plus crasse, le plus cru, le plus honnête aussi. Celui qui fait de la nationalité une question ethnique, une affaire de sang. En France, les condamnations sont unanimes. De Valls à Bardella, tout ce que le pays compte de politicienNEs racistes mais carriéristes s'empresse de pourfendre les propos de ces étrangers sans raffinement.

Pécresse écrit par exemple : « La France, elle se choisit, parce qu'elle est plus qu'un pays, elle est un idéal. Avec son racisme minable, Mariano Rajoy montre son incompréhension totale de ce qui fait l'âme du peuple français. » Vous comprenez, en France, on a un racisme plus subtil : on parle, comme Pécresse, de « Français de papier » ou de « grand remplacement ». On dit, comme Marine Le Pen ou Bardella, que la nationalité s'hérite ou qu'elle doit se mériter.

Ici, on couvre notre racisme d'un voile culturel — la biologie, c'est si vulgaire. C'est pourquoi l'islamophobie est au cœur de l'offensive raciste dans l'Hexagone : elle permet de présenter comme une critique de la religion ce qui relève en réalité d'une racialisation. On dispose aussi d'une conception affective, culturelle et/ou civique de la nationalité, mobilisée y compris à gauche, qui permet de justifier le nationalisme sans recourir au vocabulaire raciste.

Sans tout mettre sur le même plan, on peut pointer le continuum nationaliste qui traverse l'essentiel du champ politique français et rappeler que toute définition qui donne un contenu à la nationalité crée, par là même, des critères d'exclusion.

La nationalité n'est pourtant rien d'autre qu'une contingence biographique et un statut administratif.

On ne combattra pas le racisme et le nationalisme sans les affronter radicalement, notamment en défendant la liberté de circulation et d'installation ainsi que la régularisation de toutes les sans-papiers.

Bien dit

On ne peut pas climatiser la nature

PHILIPPE GRANDCOLAS, directeur adjoint scientifique national pour l'écologie et l'environnement au CNRS alerte : « Si on n'atténue pas le réchauffement climatique, [...] il n'y aura plus d'agriculture en France. Il n'y aura plus de milieu naturel. Nous assistons aujourd'hui aux prémices d'un danger de mort environnemental. » Il y a urgence à imposer une rupture ! (Lire notre article ci-contre.)

Leur présidentielle et la nôtre

Dans les starting-blocks depuis la fin des élections municipales, les candidats de la droite, déclarés ou non, à la présidentielle n'en finissent pas de montrer combien cette fin de mandat de Macron est crépusculaire.

La décision de justice du 7 juillet a remis dans la course Marine Le Pen malgré sa condamnation. « Même les plus optimistes n'avaient pas envisagé une inéligibilité déjà purgée », selon Bruno Bilde, député RN du Pas-de-Calais. Exit donc Jordan Bardella, pourtant adversaire favori de Gabriel Attal et d'Édouard Philippe, car réputé plus facile à battre, en dépit de sa popularité.

Ni justice ni éthique

La candidature de Marine Le Pen enchante en revanche Bruno Retailleau, qui pourra fustiger sa politique d'« assistanat », car, dit-il, « elle n'a pas voté la réforme des retraites, ni celle de l'assurance-chômage, ni les quinze petites heures d'activité qu'on voulait imposer aux bénéficiaires du RSA ».

En attendant, la patronne du RN a été reconnue coupable pour la seconde fois d'avoir supervisé un système de financement allégeant les charges du parti. En se pourvoyant en cassation, elle veut faire croire qu'elle bénéficie de nouveau de la présomption d'innocence et se présente donc tranquillement devant les électeurs et les électrices !

Fin de règne

Les deux quinquennats de Macron ont largement contribué à délégitimer le système et les classes dirigeantes : violences sociales, répression des contestations, mépris des organisations syndicales, refus de toute négociation, condamnations d'élusEs, soirées fastueuses payées par les

contribuables... Cette décennie a également normalisé l'islamophobie et le racisme avec un alignement systématique sur les thématiques d'extrême droite. Elle a été le théâtre d'une série de lois liberticides, contre les migrantEs notamment. Macron place ses fidèles à tous les postes clés de l'État, de la Cour des comptes au Défenseur des droits. Le ministre de l'Intérieur donne de son côté des gages aux syndicats policiers d'extrême droite avec sa loi sur la présomption de légitime défense. D'une certaine manière, tout est en place sur le plan législatif pour qu'une organisation comme le RN dispose de tous les pouvoirs.

À droite et au centre, face au danger d'un exécutif RN, il n'y a aucune intention de mener le combat républicain contre l'extrême droite. Une fraction de la bourgeoisie est d'ores et déjà acquise à ces idées, tandis que le bloc central continue de perdre de l'influence.

Comment lutter contre l'extrême droite ?

Il y a donc une nécessité absolue d'empêcher le RN de s'emparer de la fonction présidentielle, sans laisser cette tâche aux candidats de la droite ou du centre. Pourtant, la gauche est divisée, hypothéquant ainsi ses chances de rassembler et donc de gagner. Jean-Luc Mélenchon, déclaré depuis mai dernier, porte le programme de rupture des Insoumis et les espoirs d'une partie des gens de gauche et du mouvement social. De ce fait, il nous semble être la candidature la plus à

PHILIPPE POLITOLI NE SERA PAS CANDIDAT



même d'affronter les politiques de casse sociale, ainsi que les lois écocides et racistes. Les Écologistes sont divisés sur la conduite à tenir. La direction du PCF cherche à présenter Fabien Roussel. Et le PS vient d'enterrer définitivement toute primaire en lançant pour l'automne son propre dispositif de désignation d'un candidat.

Un front antifasciste et une campagne unitaire

Le NPA-l'Anticapitaliste mène la même bataille dans la rue et dans les urnes : rassembler un front antifasciste et anti-RN à la base et au sommet pour battre l'extrême droite et toutes les politiques qui lui servent

de marchepied ; et chercher un accord politique large autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Face à l'urgence sociale et écologique, face au danger de l'extrême droite, nous ferons une campagne présidentielle qui appelle à s'unir, à s'opposer aux politiques libérales et liberticides, à battre le projet fasciste, à défendre des revendications qui rompent avec ce système à bout de souffle et à s'organiser pour faire vivre la solidarité. Pour reconstruire une perspective émancipatrice, nous y défendrons un projet de société écosocialiste, autogestionnaire et démocratique !

Clémentine Berthe

Acturama

Une nouvelle étape de la mobilisation contre le méga canal Seine-Nord Europe s'est tenue dans le Pas-de-Calais, avec un village militant du 9 au 12 juillet.

Samedi 11, à Oisy-le-Verger, point de départ des travaux pharaoniques et destructeurs, la manifestation a rassemblé des milliers de personnes. Un succès, malgré la chaleur accablante qui rappelait l'urgence de stopper les projets inutiles qui sacrifient le climat et la biodiversité sur l'autel du capitalisme productiviste. Le dispositif policier était impressionnant — hélicoptères, drones, barrages filtrants, gendarmes mobiles —, mais il n'a pu empêcher ni la massivité ni la détermination des manifestantEs. L'auto-organisation, le soin et la joie



étaient au rendez-vous : cantine, distribution d'eau, pulvérisateurs, et même baignade dans le canal. La pluralité des actions également : la manifestation autorisée avec les tracteurs, massive, musicale

et animée ; le désarmement des clôtures qui balafrent les champs pour desservir le chantier ; et, en prime, un petit cortège sur l'eau avec embarcations gonflables, barques et kayaks.

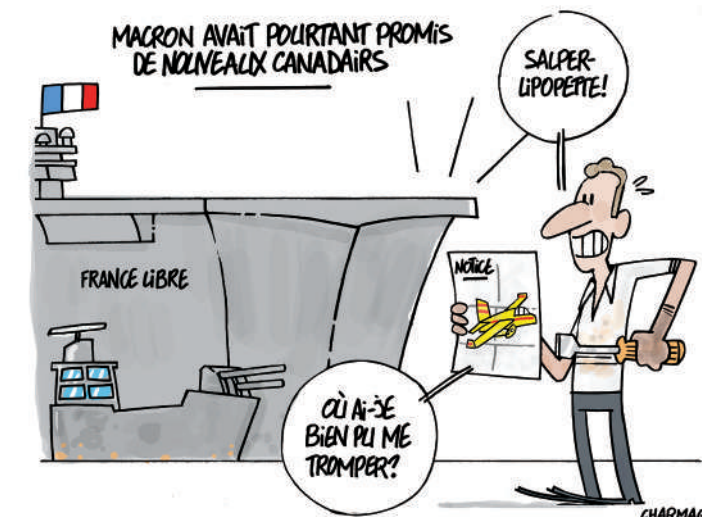
ÉCOLOGIE France calcinée: Macron se félicite, le vivant crame

Canicules, incendies, mers surchauffées, rivières asphyxiées: le dérèglement climatique détruit la biodiversité.

Le Haut Conseil pour le climat (HCC) publie son huitième rapport de l'ère Macron, un document de 420 pages intitulé «*Dangers climatiques : la France face à ses responsabilités*». Un réquisitoire: adaptation insuffisante, financements trop faibles, ralentissement de la baisse des émissions en 2025. Le HCC alerte depuis des années, mais personne ne l'écoute.

Une baisse des émissions en trompe-l'œil

Pendant que le pays suffoque, Macron se félicite d'une baisse des émissions début 2026... due à un hiver doux et à une baisse de l'activité économique. On ne décarbone pas, on désindustrialise. Pour respecter l'Accord de Paris, la France devrait réduire ses émissions de plus de 4 % par an entre 2026 et 2028. Or, le rythme de la baisse des émissions en France a encore ralenti, passant de 6,8 % en 2023 à 3 % en 2024 et 2,1 % en 2025. Sur le terrain, ça brûle. Le 9 juillet, la Sécurité civile annonçait plus de 8 000 départs de feu et 25 000 hectares brûlés. Nous ne sommes que début juillet et 2026 se classe déjà au quatrième rang des années les plus dévastatrices depuis 2006.



Le vivant part en fumée bien au-delà des forêts

La biodiversité disparaît en silence: amphibiens déshydratés, corridors écologiques impraticables, effondrement du point chaud de biodiversité méditerranéen. Les effets des incendies sur la biodiversité sont complexes et souvent paradoxaux. En région méditerranéenne, par exemple, les pelouses et les forêts matures ont reculé depuis les années 1950 et 1960, tandis que le maquis, les forêts de pins ou d'eucalyptus et l'urbanisation se sont développés. La disparition des zones tampons et le mitage du paysage ont considérablement accru son inflammabilité. L'augmentation du nombre et de l'ampleur des incendies est aussi liée aux paysages méditerranéens plus inflammables qui apparaissent après chaque incendie et préparent le suivant. Il est urgent de restaurer des paysages agricoles et forestiers en mosaïque: forêts matures, pelouses entretenues

par le pâturage, cultures, vignes, zones en libre évolution, grâce à une agriculture paysanne intégrant la préservation de la biodiversité. Toute l'économie agricole est à repenser.

La mer aussi s'embrase

Le vivant marin en paie le prix. Au premier semestre 2026, des vagues de chaleur marine ont touché 98 % de la surface de la Méditerranée, qui se réchauffe environ 20 % plus vite que la moyenne mondiale. Ces coups de chaud ont déjà décimé les forêts de gorgones rouges des Calanques: plus de 90 % des colonies ont été touchées, alors que ces habitats abritent 15 à 20 % des espèces méditerranéennes. Posidonies fragilisées, espèces invasives comme le poisson-lion: tout un écosystème bascule sous la surface.

Les rivières étouffent

Une eau plus chaude retient moins d'oxygène. Des poissons meurent par asphyxie. En juin

2026, des milliers de cadavres ont été retrouvés dans la Loire, le Val d'Allier, le marais de Brière ou en Charente-Maritime. Un massacre invisible qui prive aussi les grenouilles et les oiseaux d'eau d'une part de leur subsistance. La crise du vivant ne se résume pas aux seules flammes. Selon l'IGN, la mortalité des arbres a augmenté de 125 % en dix ans, passant de 7,4 à 16,7 millions de mètres cubes par an. «*Un arbre sur vingt est mort*» dans les forêts françaises, résume le coordinateur de l'Observatoire des forêts françaises. Le puits de carbone forestier s'est réduit de 38 % entre les périodes 2005-2013 et 2015-2023. De plus, selon l'Office français de la biodiversité (OFB), 87 % des zones humides ont disparu depuis le 18^e siècle. Les prairies naturelles reculent aussi: 55 271 hectares ont été perdus du fait de l'artificialisation entre 1990 et 2018 et 6,5 millions d'hectares se sont embroussaillés depuis 1970. En montagne, Jonathan Lenoir, chercheur au CNRS, montre que plus de 2 000 espèces des Alpes grimpent en altitude pour fuir la chaleur.

Adaptation et rupture écosocialistes

Le HCC lie le retard de l'action climatique à l'aggravation des inégalités. Le gouvernement «*fait des choix*»: A69, Fonds vert réduit à 837 millions d'euros, réintroduction de l'acétamipride... Le capitalisme vert n'éteindra pas les incendies, ne sauvera ni les amphibiens des mares à sec, ni la flore de montagne, ni les habitants des passoires thermiques. Il faut imposer un plan d'adaptation social, démocratique et public, ainsi qu'une bifurcation écosocialiste! **Commission nationale écologie**

No comment

Les salaires sont trop bas, c'est lié à l'écart entre le brut et le net, à une fiscalité qui pèse sur le travail

RAPHAËL GLUCKSMANN, dans un entretien accordé à la Fondation Jean-Jaurès, reprend le discours en faveur de la destruction des cotisations sociales, et donc de la protection sociale. Il reconnaît au passage que c'est «*quelque chose qui est aujourd'hui porté par la droite*». On le confirme: c'est une proposition de droite portée par des politiciens de droite.

Agenda

Du samedi 22 au jeudi 27 août, 18^e Université d'été du NPA- l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11). Au village vacances Rives des Corbières à Port-Leucate. Lire page 7.

Samedi 3 octobre, mobilisation «Stop pesticides», Saint-Pierre-la-Garenne (27). Dès 12 h pour une fête paysanne et une grande manifestation, à l'initiative entre autres de la Confédération paysanne, des Soulèvements de la terre et de Cancer colère.



Pour annoncer un événement: agenda@npa-lanticapitaliste.org

IRAN Reprise des bombardements et crise interne

Le cessez-le-feu a volé en éclats autour du contrôle du détroit d'Ormuz. Tandis que les bombardements étatsuniens reprennent, les divisions s'accroissent au sommet de la République islamique, sans offrir aucune issue aux peuples d'Iran.

Le cessez-le-feu fragile entré en vigueur le 18 juin, qui ouvrait une période de négociations de 60 jours, faisait dès l'origine l'objet d'interprétations divergentes. Le principal point d'achoppement concerne le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20 % du pétrole mondial. Téhéran entend y imposer un droit de passage, tandis que Trump refuse d'en laisser le contrôle au régime iranien.

Rupture du cessez-le-feu

Alors que Téhéran avait obtenu de Washington des garanties pour organiser les funérailles de l'ancien Guide Ali Khamenei, l'armée iranienne a attaqué des navires commerciaux dans le détroit. Les États-Unis ont alors enclenché une nouvelle campagne de bombardement des régions côtières iraniennes. Fortement militarisées, ces régions permettent de contrôler le détroit et de viser les bases étatsuniennes du Golfe. Les populations, notamment baloutches et arabes, déjà parmi les plus pauvres et les plus opprimées d'Iran, subissent de plein fouet ces bombardements, sans bénéficier de la moindre protection du régime. Tout en annonçant au Congrès la reprise de la guerre, Trump indique qu'il rétablit le blocus des ports iraniens, cherchant ainsi à étrangler économiquement l'Iran. Cette confrontation connaît, depuis le 28 février, une alternance de phases d'affrontements et de négociations. Elle a des conséquences économiques majeures à l'échelle mondiale, mais entraîne également une exa-

acerbation des crises en Iran et met en lumière les divisions au sommet de l'État.

Crises et évolutions en Iran

Le président Pezeshkian et le ministre des Affaires étrangères Araghchi souhaitent parvenir à un accord avec Washington afin d'alléger les sanctions, d'augmenter les exportations de pétrole et de récupérer une partie des avoirs gelés. Mais les Gardiens de la révolution contrôlent les circuits de contournement des sanctions, qui constituent une source d'enrichissement considérable. Ils refusent toute normalisation avec les États-Unis comme tout abandon des programmes nucléaire et balistique. Des scènes montrant l'exfiltration d'Araghchi durant les funérailles du Guide sont éloquentes. Ces cérémonies ont été l'occasion pour les courants hostiles aux négociations d'organiser des rassemblements dont les participants traitaient Araghchi et Pezeshkian de traîtres à la patrie. Le régime pourrait évoluer vers une dictature militaro-sécuritaire plus classique, tout en concédant quelques assouplissements. Cela se traduit notamment par une certaine tolérance à l'égard de tenues vestimentaires féminines «*considérées comme non conformes à la loi islamique*» ou par l'acceptation d'une mixité plus importante dans l'espace public.

L'avenir des peuples d'Iran

Ces évolutions ne combleront toutefois pas le fossé existant entre le pouvoir et les peuples

d'Iran. D'ailleurs, la répression rappelle chaque jour la brutalité du régime. Les difficultés actuelles, aggravées par les sanctions et la guerre, sont aussi les conséquences de plus de quarante ans de despotisme, de capitalisme sauvage, d'apartheid de genre, de corruption structurelle, d'enrichissement des élites et de répression des secteurs combattifs de la société. Dictature, oppression des minorités nationales, baisse des salaires réels, inflation, chômage, pauvreté, crise du logement et destruction de l'environnement continuent de s'aggraver. Le soulèvement de janvier 2026 a confirmé que l'immense majorité de la population aspire à la fin de la République islamique d'Iran. La répression sanglante, puis l'intervention militaire des États-Unis et d'Israël, ont interrompu cette dynamique sans la faire disparaître. Les mécontentements populaires refont déjà surface. Les travailleurEs, les femmes, la jeunesse et les minorités nationales n'ont rien à attendre des négociations en cours, ni des armées étatsunienne ou israélienne. Personne en Iran ne compte sur une évolution interne du régime conduisant à la liberté, à l'égalité et au progrès social. L'avenir des peuples d'Iran ne se décidera ni à Washington, ni à Tel-Aviv, ni dans les cercles dirigeants de la République islamique d'Iran, mais par l'organisation, les luttes sociales et démocratiques, ainsi que par la solidarité entre les peuples du Moyen-Orient en lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et les despotismes. **Babak Kia**

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :

redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :

diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :

2269-3696

Commission paritaire :

1225-C-93922

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :

1800 exemplaires

Directrice de publication :

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :

Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :

Ambre Bragard

Impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE DU SUD

Les responsables de la xénophobie

Si le déferlement de haine contre les ressortissantEs étrangerEs s'inscrit dans un contexte social catastrophique, il est aussi encouragé par des responsables politiques véreux.

Le 30 juin, 300 manifestations ont été organisées à travers l'Afrique du Sud pour exiger le départ des migrantEs. Depuis que cette vague de xénophobie s'abat sur le pays, des centaines de *spaza shops* — petites épiceries de proximité — tenus par des étrangerEs ont été pillés et des agressions physiques ont eu lieu, entraînant l'exode de 25 000 personnes.

Terreau social

Pour expliquer ces mobilisations de haine, la misère sociale est, à juste titre, souvent mise en avant. Près des deux tiers des Sud-AfricainEs vivent sous le seuil de pauvreté dans ce qui demeure l'un des pays les plus inégalitaires du monde. En effet, 10% de la population — dont la majorité est blanche — détient 93% des richesses du pays. Le système post-apartheid, gangrené par la corruption et l'incurie, s'est montré incapable de répondre aux aspirations de la population, tandis que le chômage de masse nourrit le désespoir. Une telle situation constitue un terrain idéal pour des organisations comme *Operation Dudula*. Celle-ci s'est fait connaître par des actions visant à interdire aux personnes étrangères l'accès aux hôpitaux. Plus récente, l'organisation *March and March*, née dans le KwaZulu-Natal et dirigée par l'ancienne animatrice de radio Jacinta Ngobese-Zuma, ne cesse d'associer les migrantEs à tous les maux du pays : chômage, délinquance, violence, etc.

Manipulation politicienne

Au-delà de ce marasme social, certains responsables politiques attisent la haine envers les étrangerEs et soutiennent, y compris financièrement, *Operation Dudula* et *March and March*. C'est notamment le cas de l'*Inkatha Freedom Party*, dont la base électorale est principalement zouloue, de l'ancien maire de Johannesburg Herman Mashaba, fondateur d'ActionSA, qui se revendique libertarien, ainsi que de Jacob Zuma, ancien président de la République contraint de quitter le pouvoir à la suite d'affaires de corruption d'une ampleur inédite. Tous cherchent à instrumentaliser ces mobilisations dans la perspective des élections locales prévues en novembre 2026.

Si les dirigeants de l'ANC appellent aujourd'hui au calme, leur responsabilité dans ce climat délétère est immense, comme l'a illustré la répression sur le site minier de Stilfontein en janvier 2025. Les autorités avaient alors laissé mourir de faim 93 mineurs clandestins tout en menant une campagne insistant sur leur origine étrangère. À force de matraquage médiatique, elles étaient parvenues à banaliser, dans une partie de l'opinion publique, le mépris de la vie de ces migrantEs.

La résistance s'organise

Face à ces événements, un front réunissant 160 organisations syndicales, politiques, sociales, religieuses, coutumières et de défense des droits humains s'est constitué pour combattre ce qui est désormais qualifié d'«africaphobie». Les *Economic Freedom Fighters* (EFF) de Julius Malema, malgré les nombreuses critiques que l'on peut adresser à certaines de leurs positions, ont maintenu, avec un certain courage politique, une ligne de solidarité envers les migrantEs, en cohérence avec leur panafricanisme revendiqué. Quant au mouvement *Abahlali baseMjondolo*, qui regroupe plusieurs centaines de milliers d'habitantEs des *townships*, il déclarait : «*La xénophobie ne garantira pas une répartition équitable des terres et des richesses. Elle ne restaurera pas la dignité des opprimés. Une personne est une personne, où qu'elle se trouve. Un voisin est un voisin et un camarade est un camarade, d'où qu'il vienne.*» Puisse cette déclaration être entendue.

Paul Martial

PALESTINE

Gaza après l'annonce par le Hamas de son retrait du gouvernement

Le Hamas a annoncé la dissolution de son gouvernement d'urgence à Gaza et le transfert du pouvoir à un comité technocratique palestinien. Il s'agit d'une concession conforme aux accords signés, alors qu'Israël continue d'en violer les termes.

La phase 1 du «cessez-le-feu» d'octobre dernier comportait trois éléments : le retour des «otages», l'arrivée de 600 camions d'aide humanitaire par jour et le retrait progressif de l'armée israélienne.

Phase 1: un cessez-le-feu à sens unique

Israël n'a respecté aucun des engagements qui lui incombent. L'occupant n'a pas cessé de tuer des PalestinienNEs, a occupé presque 70% de la bande de Gaza en créant une ligne «jaune» dont il est mortel de s'approcher, et l'aide humanitaire n'atteint que le tiers de ce qui était prévu. Les engins destinés au déblaiement arrivent au compte-gouttes. Israël invoque leur possible double usage, militaire et civil, pour interdire divers matériels — pieds de tente, médicaments — et continue de détruire des infrastructures. Israël a négocié un cessez-le-feu avec le Hamas sans jamais cesser de traquer ses membres, civils comme militaires, notamment ceux de la police. Or, après près de vingt ans d'administration de Gaza par le Hamas, nombre de ses membres occupent des fonctions civiles dans l'administration.

Le Hamas se retire du gouvernement de Gaza

Alors qu'Israël n'a jamais respecté les termes du cessez-le-

feu, le passage à la phase 2 et l'annonce par le Hamas de son retrait du gouvernement de Gaza s'inscrivent malgré tout dans le cadre des accords signés. À l'issue de la phase 1, la gestion de Gaza devait en effet être transférée à un gouvernement «technocratique» composé de PalestinienNEs. Celui-ci n'a toujours pas été autorisé à entrer à Gaza. Il est censé gérer l'enclave depuis Le Caire...

Deux responsables du Hamas ont donc annoncé, devant l'hôpital Al-Aqsa, la dissolution du gouvernement d'urgence et le transfert du pouvoir au comité technocratique. Le Hamas a présenté cette décision comme une concession majeure destinée à lever l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et au lancement, longtemps reporté, de la reconstruction de Gaza. Le Hamas a depuis longtemps cessé de vouloir se maintenir à la tête de l'administration de Gaza. Il se définit lui-même comme une organisation de lutte pour la libération de la Palestine et entend donc se concentrer sur cette lutte.

Ce retrait laisse les habitantEs de Gaza face à une difficulté : une administration reste nécessaire



pour gérer l'enclave. Or, pour l'instant, les rapports de pouvoir s'organisent autour des clans, sous la menace constante de groupes armés soutenus par Israël. Même s'ils ne sont pas dupes, les dirigeants du Hamas continuent de faire des concessions afin de mettre Israël en difficulté et de le contraindre, à son tour, à en faire. Jusqu'ici, cette stratégie n'a pas fonctionné.

Une stratégie à l'efficacité incertaine

Ce retrait va-t-il permettre l'application du cessez-le-feu par Israël et le début de la reconstruction de Gaza ? Tout indique le contraire. Israël ne respecte aucun traité ni aucun cessez-le-feu et modifie sans cesse les

conditions pour éviter d'appliquer ce qu'il a signé. Cette méthode, déjà utilisée après Oslo face à l'Autorité palestinienne, est aujourd'hui reprise au Liban contre le Hezbollah. Les exigences changeantes restent impossibles à satisfaire, puisqu'Israël est seul à juger si elles ont été respectées.

À Gaza, le nouveau prétexte est le désarmement du Hamas. Or, il ne lui resterait que des armes légères et, éventuellement, des munitions non explosées larguées en masse par Israël sur l'enclave et susceptibles d'être transformées en pièges. Si la possession d'une kalachnikov suffit à conclure à l'existence de groupes armés, aucun désarmement n'est réellement atteignable à Gaza. Cette exigence permet ainsi à Israël de prolonger indéfiniment sa guerre.

Le retrait du Hamas ne suffit donc pas à ouvrir une nouvelle phase. Sans arrêt effectif des attaques israéliennes, retrait de l'armée d'occupation et entrée massive de l'aide, il n'y aura ni véritable cessez-le-feu ni reconstruction. Les concessions palestiniennes ne peuvent pas remplacer la contrainte politique exercée sur Israël.

Édouard Soulier

ÉTATS-UNIS

Graham Platner, un échec stratégique qui doit servir d'avertissement aux progressistes

Présenté comme le candidat capable d'incarner les classes populaires et de battre la républicaine Susan Collins dans le Maine, Graham Platner a vu sa campagne s'effondrer après une série de révélations. Son cas illustre les limites d'une stratégie fondée sur l'image de candidatEs sans véritable expérience militante ni ancrage collectif.

Aux yeux de nombreux électeurEs, les candidatEs du Parti démocrate font partie de l'*establishment* — ce qui est effectivement le cas de la plupart d'entre eux. La profession la plus répandue parmi les éluEs démocrates au Congrès est celle d'avocatE. La plupart ne partagent pas l'expérience quotidienne des classes populaires et des franges inférieures des classes moyennes, tout simplement parce qu'ils et elles n'en sont pas issuEs.

Le candidat idéal des progressistes

Des responsables progressistes du Parti démocrate ont donc estimé qu'il leur fallait trouver des candidatEs capables de porter un discours populiste sur le coût de la vie, mais aussi d'incarner socialement les milieux populaires auxquels ils et elles souhaitent s'adresser. Deux jeunes recruteurs politiques se sont rendus dans le Maine, où les démocrates espéraient battre la sénatrice républicaine Susan Collins, élue à cinq reprises dans un État où le Parti démocrate est majoritaire. Après avoir rencontré des militantEs locaux, ils ont estimé que Graham Platner était le candidat idéal. Platner avait servi pendant huit ans dans les Marines, effectuant deux missions en Irak, puis une en Afghanistan avec la Garde nationale du Maryland. Il était ensuite resté sur place comme employé d'une société militaire privée. De retour dans son Maine natal, il était devenu ostréiculteur. Il avait épousé Amy Gertner, une enseignante qui avait ensuite pris en charge la gestion de son exploitation.



de gauche à droite : Troy Jackson et Graham Platner lors d'un match des Hearts of Pine à Portland, le 27 septembre 2025. WIKIMEDIA COMMONS

Platner défendait des positions progressistes. Il s'opposait aux grandes entreprises, soutenait l'instauration d'une assurance-maladie universelle, dénonçait le génocide à Gaza et s'en prenait à l'AIPAC, le lobby pro-israélien. Il avait aussi le physique de l'emploi : robuste, moustachu et barbu, tatoué, avec une manière de parler charismatique. Soutenu par des figures progressistes comme le sénateur Bernie Sanders, Platner a rapidement suscité un fort enthousiasme et remporté la primaire démocrate.

Une campagne rattrapée par les révélations

Mais Platner n'était pas celui qu'il prétendait être. Il n'était pas issu de la classe ouvrière : son père était avocat et sa mère femme d'affaires. Ostréiculteur, il était lui-même un petit patron.

Puis les révélations se sont enchaînées. Platner portait un tatouage nazi, un Totenkopf, même

s'il assurait ne pas en avoir connu la signification au moment de se le faire tatouer. Souffrant d'un syndrome de stress post-traumatique, il connaissait également de graves difficultés psychologiques. Des enquêtes de presse ont révélé qu'il avait envoyé des courriels à caractère sexuel explicite à plusieurs femmes, dont certaines étaient mariées. D'anciennes compagnes l'ont décrit comme instable. L'une d'elles a affirmé qu'il pouvait se montrer physiquement menaçant, une autre l'a accusé de viol. Ses soutiens les plus en vue l'ont alors abandonné, et Platner a été contraint de se retirer. Les démocrates doivent désormais lui trouver unE remplaçantE à quelques mois seulement de l'élection.

Les limites d'une stratégie sans ancrage militant

Contrairement aux candidatEs des *Democratic Socialists of America* qui ont remporté des élections à New York et dans le Colorado, Platner n'appartenait à aucune organisation de gauche. Il n'avait donc aucune expérience du travail collectif propre à une organisation socialiste : formation commune, élaboration politique et action militante. Son engagement relevait davantage de la vie civique que du militantisme. Il n'avait ni l'expérience acquise dans l'action syndicale ni celle des confrontations militantes avec les autorités.

Un ami du Maine a écrit : «*C'était une formidable aventure tant qu'elle a duré.*» Mais sans candidat aguerri par l'expérience militante, elle ne pouvait pas durer bien longtemps.

Dan La Botz



17 JUILLET 1936 L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT FASCISTE OUVRE LA VOIE À LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Le 17 juillet 1936, l'armée espagnole sort de ses casernes pour abattre la République et le gouvernement de Front populaire. Si le gouvernement est incapable de riposter, les ouvriers et les paysans s'arment et mettent en échec les militaires dans la plupart des régions du pays, ouvrant dès lors la voie à un nouveau pouvoir populaire.

Un dossier réalisé par Laurent Ripart

Du Front populaire à l'échec du coup d'État fasciste

La montée du mouvement ouvrier et paysan précipite la crise de l'État espagnol. En juillet 1936, le coup d'État militaire se heurte à la résistance armée des organisations populaires.

Dans les années 1930, l'Espagne fait figure de pays archaïque, écrasé par le poids d'une oligarchie de propriétaires terriens et d'une Église catholique aussi puissante que réactionnaire. Pour autant, tout en restant un pays rural et attardé, l'Espagne connaît d'importants changements, en particulier dans les régions du nord. En Catalogne, une bourgeoisie locale développe une puissante industrie textile, tandis que dans les Asturies et au Pays basque, les capitaux anglais ont profité du très bas coût de la main-d'œuvre espagnole, mais aussi des riches ressources minières locales, pour développer la métallurgie.

L'État espagnol face à la montée du mouvement populaire

Ce développement industriel a doté l'Espagne d'une bourgeoisie, dont la jeunesse a développé de nouvelles aspirations libérales, en rupture avec le fonctionnement très traditionnel de la société espagnole, mais aussi de nouveaux projets nationalistes, en particulier en Catalogne et au Pays basque. Il a aussi doté le pays d'une classe ouvrière, où se sont fortement développées les idées socialistes, marquées par le poids important des anarchistes, avec la puissante Fédération anarchiste ibérique (FAI) et surtout la Confédération nationale du travail (CNT), qui lui était liée et organisait sans doute au printemps pas moins d'un million et demi de travailleuses et de travailleurs.

Ce sont ces militants anarchistes qui, depuis 1917, impulsaient avec radicalité et enthousiasme la lutte des classes et le combat révolutionnaire. Le puissant mouvement de masse qu'ils ont impulsé, tant dans les mines asturiennes que dans les campagnes andalouses, est parvenu à désagréger la vieille société espagnole. Dans les années 1920, le roi Alphonse XIII tenta de reprendre la situation en main, en installant la dictature réactionnaire de Primo de Rivera, mais fut incapable de stabiliser la situation. En avril 1931,



Alphonse XIII n'eut d'autre solution que de partir en exil, tandis que la République était proclamée.

Une situation prérévolutionnaire

Le gouvernement républicain qui prit alors le pouvoir mit en place quelques réformes démocratiques : droit de vote des femmes, développement de l'enseignement public, autonomie catalane, etc. Il tourna en revanche le dos à toutes les aspirations sociales, amenant le mouvement de masse à reprendre l'initiative. En 1933, la droite espagnole gagna les élections et se heurta au mouvement de masse. En octobre

1934, lorsque la grève des mineurs des Asturies se transforma en une insurrection ouvrière généralisée, le gouvernement envoya l'armée, sous les ordres du général Franco, afin de noyer la révolution dans le sang.

Face à la menace fasciste, la gauche s'unit, mettant en place un Front populaire, qui remporta les élections en février 1936. Sa force principale reposait sur le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), un parti social-démocrate dont la direction était assez modérée, mais qui disposait d'une puissante aile gauche, appuyée sur l'Union générale des travailleurs (UGT), un syndicat fort d'un million de travailleurs.

La victoire électorale de la gauche provoqua une situation prérévolutionnaire. Sans attendre la réforme agraire promise par le gouvernement, des dizaines de milliers de paysanNEs occupèrent les grands domaines fonciers, tandis que, sous l'impulsion de la CNT et de l'UGT, les grèves et occupations ouvrières se multipliaient. Pour l'oligarchie foncière, l'Église et la droite, le salut ne pouvait venir que de l'intervention de l'armée.

Le coup d'État fasciste

Dès le lendemain de la victoire du Front populaire, l'état-major commença à préparer un coup d'État. Le 17 juillet 1936, le général Franco, alors chargé des troupes coloniales qui occupaient le Maroc, fit arrêter et exécuter les officiers fidèles au gouvernement. Le lendemain, les généraux situés en métropole lancèrent leurs troupes contre le gouvernement. Totalement paniqué, le gouvernement se refusa à résister à l'armée, cherchant à mettre en place un gouvernement de compromis avec les putschistes. Refusant d'obéir aux ordres du gouvernement, la CNT et les militantEs ouvrierEs rassemblèrent les armes qu'ils et elles purent trouver et s'employèrent à faire échouer le coup d'État. À Barcelone, les milices populaires mirent en échec les putschistes. À Madrid, la population armée prit d'assaut, le 20 juillet, la caserne de la Montaña et écrasa les forces armées.

Le coup d'État se solda ainsi par un échec, puisqu'à la fin juillet, les rebelles ne contrôlaient guère que la Galice, la Vieille-Castille, la Navarre, l'ouest de l'Aragon et les Baléares. L'essentiel du pays et toutes les grandes villes, à l'exception de Saragosse, Pampelune, Salamanque, Séville et Cordoue, étaient aux mains du gouvernement et surtout des milices populaires.

La résistance antifasciste ouvre la voie à la révolution

La défaite du putsch ouvre une situation révolutionnaire. Comités, milices et collectivisations font émerger un nouveau pouvoir populaire.

L'incapacité du gouvernement à faire face au coup d'État lui porta un coup énorme. Sa police et son administration étant désorganisées ou discréditées, le gouvernement avait perdu toute capacité d'action concrète. À l'échelle municipale, régionale et nationale, les institutions ne constituaient plus que des coquilles vides, puisque le pouvoir appartenait de fait aux organisations populaires qui avaient assuré la défaite des militaires.

Du front antifasciste à la révolution

Dans toutes les villes et les villages non conquis par l'armée, des comités révolutionnaires s'étaient mis en place. Dans les jours qui suivirent le coup d'État, ils furent amenés à organiser la résistance, mais aussi, par voie de nécessité, à s'occuper du ravitaillement, des transports, de la justice et

de la police. Dirigés par des militantEs révolutionnaires, ces comités commencèrent à réorganiser l'économie et la société. Dans les campagnes, les comités villageois firent occuper les grands domaines, mirent en commun les terres, le matériel et les récoltes. Dans beaucoup d'endroits, l'argent fut aboli, les comités mettant en place une organisation économique communiste, fondée sur la redistribution des biens produits collectivement.

Dans les villes industrielles, particulièrement en Catalogne, des centaines d'entreprises passèrent sous le contrôle des travailleurEs. Les transports, les tramways, les chemins de fer, les usines métallurgiques, les hôtels, les théâtres ou les hôpitaux étaient administrés par des comités ouvriers. À Barcelone, la révolution transforma radicalement la vie quotidienne : les grands hôtels servirent de cantines populaires

collectivisées, les hiérarchies sociales disparurent, les vieilles formules de politesse furent abandonnées, la place des femmes fut radicalement transformée.

Un triple pouvoir

La résistance antifasciste avait ainsi ouvert une situation révolutionnaire, qui mettait face à face trois pouvoirs. Celui de l'armée, mise en échec mais non éradiquée, et qui pouvait compter sur le soutien de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. Celui des milices populaires qui mettaient en place sur le terrain un pouvoir communiste, mais dont les comités ne se coordonnaient pas, en raison des réticences des anarchistes à organiser l'État révolutionnaire. Enfin, celui du gouvernement, qui avait perdu toute autorité réelle, mais pouvait compter sur le soutien de l'URSS stalinienne.

FASCISATION Macron offre le poste de Défenseur des droits à la droite la plus réactionnaire

Macron propose de nommer au poste de Défenseur des droits une figure de la droite réactionnaire, alors que l'actuelle Défenseuse des droits, Claire Hédon, vient encore de mettre en cause la politique gouvernementale à Sainte-Soline.

Il s'agit sans doute d'un hasard « malheureux », mais tellement parlant sur la glissade sans fin du macronisme vers l'extrême droite.

Un rapport accablant pour le gouvernement

L'actuelle Défenseuse des droits, Claire Hédon, vient de publier une décision sur la gestion du maintien de l'ordre lors de la manifestation de Sainte-Soline en 2023. Ce rapport est accablant pour le gouvernement et la chaîne de commandement sur place.

La Défenseuse des droits leur reproche à la fois d'avoir placé les gendarmes dans une position dangereuse, dos au chantier de la mégabassine, sans possibilité de manœuvrer, et surtout d'avoir mis en place une logique de confrontation qui a conduit à plus de 250 blessés, dont quatre très gravement atteints, deux ayant eu leur pronostic vital engagé et devant conserver des séquelles à vie.

Cette publication fait curieusement écho à l'arrêt qui vient d'être rendu en appel à Poitiers, confirmant la condamnation des organisateurs de la manifestation, dont Julien Le Guet, victime d'un acharnement judiciaire hallucinant. Au même moment, Macron prépare donc la succession de Claire Hédon, qui doit quitter son poste ce mois-ci, après un mandat de six ans non renouvelable.

François-Noël Buffet, LGBTphobe et xénophobe

Le nom du potentiel nouveau Défenseur des droits, le très réactionnaire François-Noël Buffet, suscite une forte inquiétude, y compris dans des milieux qui se tiennent en général à distance des débats politiques.

C'est le cas dans le secteur médico-social, où circulent un communiqué de presse et une pétition signés par des structures importantes du secteur, comme AIDES, la Cimade, Emmaüs, APF France handicap ou encore la Fédération Addiction.

Sa nomination doit encore être entérinée par les commissions des lois du Sénat et de l'Assemblée nationale, après son audition.

Ancien maire d'Oullins, sénateur Les Républicains du Rhône et soutien de Laurent Wauquiez, il est connu pour avoir activement participé aux manifestations contre le mariage pour tous en 2013. Il a aussi voté contre l'extension de la PMA et fait partie des parlementaires les plus réactionnaires qui se sont opposés à la constitutionnalisation de l'IVG en 2024. Il est également favorable à une politique migratoire « dure » et à la suppression de l'Aide médicale de l'État, une mesure inique qui serait également une catastrophe en matière de santé publique. Il a aussi, par exemple, demandé la déchéance de nationalité de Rima Hassan.

C'est ce charmant personnage que Macron a donc annoncé avoir choisi pour être Défenseur des droits jusqu'en 2032. Autant dire que, si jamais l'extrême droite ou la droite extrême arrivait au pouvoir l'année prochaine, ce n'est pas sur cette institution, qui fait pourtant un travail utile, qu'il faudrait compter pour s'opposer, ou au moins pour critiquer, les décisions à venir. La voie vers le fascisme est décidément bien balisée par le macronisme. Sa fin n'est pas grandiose : on est davantage du côté de la glissade vers la fosse à purin que du Crépuscule des dieux à l'Opéra de Berlin en avril 1945.

À nous de faire dévier le train de leur histoire !
Alex Bachman

EXTRÊME DROITE Marine Le Pen condamnée et candidate en position de force

Suffira-t-il de se mettre dans la posture de la victime — victime des autres, victime d'une justice politisée, victime de machinations malveillantes — pour gagner, malgré une condamnation plus ou moins lourde ? Chez Donald Trump, en 2024, cela a fonctionné : son élection à la présidence des États-Unis lui aura permis d'échapper à plusieurs procès qui le menaçaient.

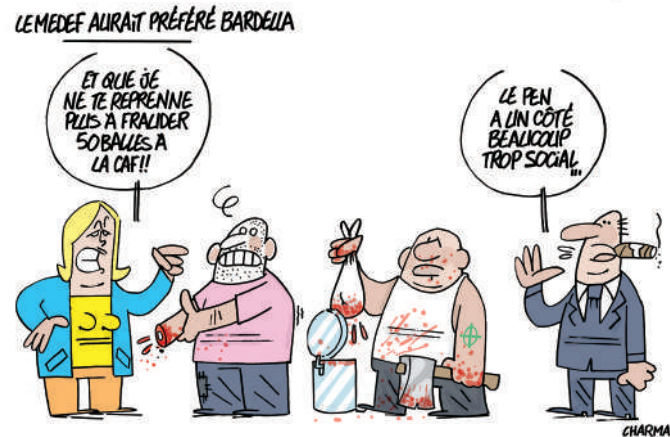
La stratégie de la victimisation

Mais est-ce que cela marchera aussi pour Marine Le Pen dans la société française ? Les premiers sondages publiés depuis sa condamnation du 7 juillet dernier semblent accréditer cette idée : ils la donnent en tête, avec 35 % à 36 %, au premier tour d'une élection présidentielle si elle se déroulait demain, puis gagnante dans toutes les configurations au second tour. Il reste toutefois neuf mois avant le scrutin, qui peuvent encore changer la donne. Une difficulté, pour l'actuelle cheffe des députés du RN à l'Assemblée nationale, résidera dans le fait que ses propres déclarations passées à propos des responsables politiques « condamnés pour atteinte à la probité », qui devraient, selon elle, être « inéligibles à vie », lui seront constamment opposées.

Le Pen et Bardella

Une autre question politique portera sur les conséquences du

La condamnation de Marine Le Pen ne semble pas, pour l'instant, affaiblir le RN dans les sondages. Le parti poursuit sa progression et impose toujours davantage ses orientations à la droite et à la macronie.



choix de Marine Le Pen comme candidate, au détriment de Jordan Bardella, qui se préparait lui-même, de manière un peu trop visible, à l'élection présidentielle au cours des derniers mois. Les sondages récents semblaient le favoriser dans ce rôle. Surtout, la couverture de la presse bourgeoise, notamment conservatrice, aurait été nettement meilleure pour lui que pour elle. Il est vrai que, faisant parfois fi du besoin de démagogie sociale historiquement propre à l'extrême droite, Bardella avait poussé loin sa prise en compte des intérêts immédiats du patronat, son adhésion aux thèses libérales et même, à travers l'exposition de sa vie privée dans

Paris Match, sa proximité avec certains milieux aristocratiques.

Démagogie sociale et politique patronale

Là où Marine Le Pen avait patiemment construit une campagne de démagogie sociale sur les retraites — même si son opposition très affichée aux réformes gouvernementales masquait mal un programme qui ne l'était guère, puisqu'elle ne promettait pas le retour à la retraite à 60 ou 62 ans pour la majorité du salariat —, Bardella ne s'en embarrassait pas. Dans une interview au journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 12 mai, puis lors d'un séminaire du RN

du 12 juin, il a abandonné l'argumentation lepeniste sur les retraites, en laissant entendre qu'un âge de départ à 66 ans pouvait également lui sembler acceptable.

Avec Marine Le Pen, davantage d'attention sera sans doute accordée aux gages à donner à un électorat issu des classes populaires. Toutefois, c'est bien Bardella que Le Pen entend nommer à Matignon pour conduire la politique gouvernementale, au cas où elle serait élue à l'Élysée...

Les victoires du RN

En attendant, le RN a engrangé une nouvelle victoire politique importante, après, par exemple, l'adoption de la loi Darmanin sur l'immigration avec ses voix, ajoutées à celles de la macronie et de LR, en décembre 2023. La première semaine de juillet 2026, l'Assemblée nationale a adopté, avec le même arc de forces politiques, une loi sur la présomption de légitime défense en cas d'utilisation des armes à feu par des membres de la police ou de la gendarmerie. Il s'agit d'une vieille revendication déjà inscrite dans les programmes du Front national du temps de Jean-Marie Le Pen. Le texte a été adopté en première lecture malgré 600 000 signatures recueillies par une pétition qui s'y opposait.

Bertold du Ryon

RÉPRESSION Le retour de la loi Yadan ?

Le projet de loi de « cohésion républicaine par la lutte contre le racisme et l'antisémitisme » n'est pas la résurrection de la loi Yadan. Il faut le critiquer pour ce qu'il est : un élargissement des pouvoirs répressifs de l'État, fondé sur une conception individualisante du racisme.

Avec le retrait de la proposition de loi (PPL) Yadan en avril, pour sauver la face, le gouvernement avait annoncé une autre loi pour l'été. Le projet déposé par Lecornu le 9 juillet ne reprend cependant ni les fondements idéologiques de la loi Yadan, fondé sur l'assimilation de l'antisémitisme à l'antisémitisme, ni ses dispositions centrales.

Victoire confirmée contre la loi Yadan

Rien dans les dix articles du projet Lecornu ne tend à assimiler l'antisémitisme à une forme d'antisémitisme. Le texte ne crée aucun délit de provocation à la « destruction » ou à la « négation de l'existence » d'un État. Il ne reprend pas davantage les dispositions de la version initiale de la PPL Yadan visant la présentation d'actes terroristes comme des actes de « résistance », leur « banalisation » ou leur « minoration ». Tout ce qui permettait de cibler la critique d'Israël a été abandonné.

Le projet n'est d'ailleurs pas consacré au seul antisémitisme. Plusieurs de ses dispositions concernent plus largement les infractions racistes, sexistes, homophobes ou transphobes ; le dispositif relatif aux contenus en ligne vise également la haine fondée sur le handicap.

Présenter ce projet comme la résurrection de la loi Yadan efface la victoire majeure obtenue par la mobilisation, qui a imposé le retrait de cette offensive contre la solidarité avec la Palestine et permis de dénoncer le dévoiement de la lutte contre l'antisémitisme à une large échelle.

Une extension de l'arsenal répressif

Un des seuls éléments repris de la PPL Yadan est l'élargissement du délit de négationnisme. La loi sanctionne actuellement la contestation de certains crimes contre l'humanité. Le projet viserait désormais le fait de les avoir « niés, minorés ou banalisés de façon outrancière ». Le gouvernement affirme que c'est une inscription dans la loi d'une jurisprudence établie. La notion n'en conserve pas moins une marge d'interprétation importante.

Le reste du texte forme un catalogue de mesures pénales. Il étend le droit des associations de lutte contre les discriminations à se constituer partie civile, lui aussi prévu par la PPL Yadan. Il double le montant maximal des amendes pour les délits et contraventions commis avec un mobile raciste, antisémite, sexiste, homophobe ou transphobe. Pour plusieurs délits de presse — provocation à la haine, diffamation, injure ou négationnisme — il permet au tribunal de prononcer un mandat de dépôt, et donc une incarcération immédiate, ou un mandat d'arrêt.

Il étend également la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité à des délits punis d'au moins trois ans de prison lorsqu'ils sont aggravés par un mobile discriminatoire. Le juge pourra certes l'écarter, mais devra spécialement motiver sa décision.

Un dispositif lié à Internet soulève des enjeux importants pour les libertés publiques. Des policiers spécialement habilités pourraient ordonner aux hébergeurs de retirer sous vingt-quatre heures des contenus considérés comme manifestement constitutifs de provocation à la

haine, d'apologie de crimes contre l'humanité ou de négationnisme, dès lors qu'ils seraient susceptibles de provoquer un « trouble grave à l'ordre public ». Ils pourraient ensuite imposer le blocage ou le déréférencement. Le défaut de retrait exposerait l'hébergeur à six mois de prison et 150 000 euros d'amende, pouvant atteindre 2 % du chiffre d'affaires mondial pour une entreprise.

Le texte étend enfin à certains délits de presse la responsabilité pénale des personnes morales, ce qui peut concerner des associations, des partis, des entreprises de presse ou des plateformes.

Combattre le racisme ou renforcer l'État répressif ?

Ce projet réduit le racisme à des comportements individuels auxquels il faudrait opposer davantage de répression. Il ne contient rien contre les discriminations au logement ou à l'emploi, les violences policières, la chasse aux migrants ou l'islamophobie d'État.

Au moment même où le pouvoir accélère ses politiques racistes et fait officialiser un permis de tuer au bénéfice des policiers, il prétend combattre le racisme en augmentant leurs pouvoirs. Les principales victimes de cet État répressif sont pourtant les personnes non blanches et les classes populaires.

Ce projet n'est donc pas une nouvelle version de la loi Yadan. Mais dans un contexte de fascisation, tout ce qui renforce le pouvoir répressif est un danger.

Olivier Lek Lafferrière

Culture

ESSAI *Depuis qu'ils nous ont fait ça, d'Aurélie Garand*

Les éditions du bout de la ville, réédition
2026, 144 pages, 10,00€

Fin juin, l'ouvrage d'Aurélié Garand, Depuis qu'ils nous ont fait ça, a bénéficié d'une nouvelle édition augmentée. Une excellente occasion de découvrir ce livre, si ce n'est pas déjà fait, ou de le relire à la lumière des combats toujours en cours contre les violences policières et le racisme d'État. Aurélié Garand est la sœur d'Angelo Garand, un jeune Voyageur tué le 30 mars 2017 par le GIGN à Seur, dans le Loir-et-Cher. Angelo n'était pas revenu en prison à l'issue d'une permission de sortie. Pour l'interpeller, l'État a déployé une antenne du GIGN. Réfugié dans une remise, il a été abattu de cinq balles, toutes tirées dans des zones vitales.

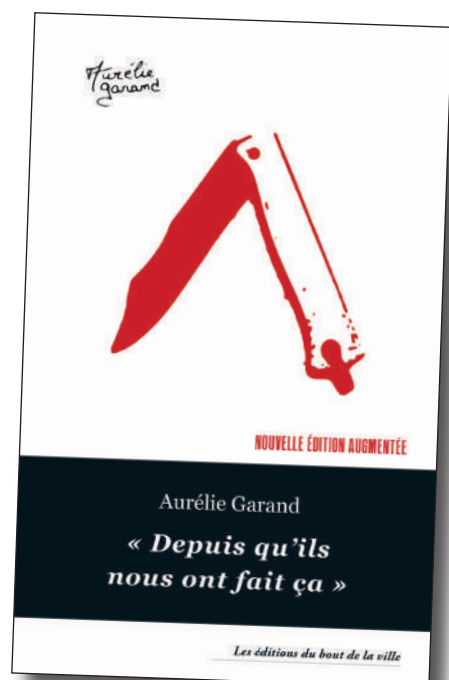
Depuis qu'ils nous ont fait ça raconte d'abord le combat acharné d'une sœur pour faire éclater la vérité et obtenir justice. Face au déni institutionnel, aux procédures interminables et à l'impunité dont bénéficient les auteurs de violences d'État, Aurélie Garand livre un témoignage bouleversant.

Mais ce livre dépasse largement le seul drame familial. Il met en lumière les discriminations systémiques subies par les VoyageurEs, population stigmatisée, contrôlée, surveillée et réprimée. Il raconte aussi la violence de l'institution carcérale, qui broie les vies bien au-delà des murs des prisons, ainsi que la manière dont les familles sont, elles aussi, punies.

Enfin, c'est un livre sur les solidarités. Au fil de son combat, Aurélie Garand croise d'autres familles frappées par les violences policières. De ces rencontres naissent des liens, une mémoire commune et une force collective qui rappellent que chaque affaire n'est pas un « fait divers » isolé, mais s'inscrit dans un système de violences et d'impunité.

À la fois récit intime, document politique et acte de résistance, Depuis qu'ils nous ont fait ça donne à voir ce que vivent celles et ceux que l'État voudrait réduire au silence. Une lecture indispensable pour comprendre les mécanismes des violences policières et de l'antitsigisme institutionnel, ainsi que les combats menés par les familles pour la vérité et la justice.

Radu Varla



Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► **librairie La Brèche**, 27, rue Taine, Paris 12^e
01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

Université d'été 2026 : à quoi s'attendre cette année?

Chaque année, l'université d'été est un moment fort de rencontres et d'échanges entre militantEs du NPA-A et d'ailleurs. C'est un moment convivial et accessible à tous et toutes, jeunes ou moins jeunes, étudiantEs, salariéEs ou retraitéEs.

Nous nous retrouverons à Port-Leucate, du 22 au 27 août, fortEs de nos expériences locales et de nos engagements : syndicats, luttes féministes, antiracistes ou écologiques, mouvement pour la Palestine, etc. À ne pas rater, donc, pour préparer notre rentrée sociale et nous mettre en ordre de bataille face aux capitalistes et à l'extrême droite !

S'organiser pour lutter ensemble

Des milliers d'hectares de forêt sont en train de brûler, et l'été 2026, avec ses quatre canicules, s'annonce comme l'un des plus fairs du reste de notre vie. En 2027, l'élection présidentielle pourrait porter l'extrême droite et son idéologie raciste et réactionnaire au pouvoir. Les attaques contre notre camp social se poursuivent, les inégalités se creusent et les capitalistes voraces menacent nos droits. Les guerres se propagent et s'enkystent, faisant des milliers de victimes. Notre classe doit donc, plus que jamais, s'organiser, lutter ensemble, se reconstruire et se battre!

**Face à leurs impérialismes,
soyons internationalistes !**

Nous consacrerons un grand cycle aux guerres impérialistes :

du génocide mené par Israël en Palestine, avec Joseph Daher, à l'interventionnisme étatsunien et à la guerre en Iran, sans oublier l'Ukraine attaquée par la Russie. Mais nous discuterons aussi des actions propres à la France et de l'actualité de son colonialisme en Afrique et en Kanaky, avec des camarades kanakEs et des camarades de Survie.

Nous parlerons de la manière de nous organiser pour défendre notre projet internationaliste et antimilitariste, notamment sur nos lieux de travail, ou encore par notre participation aux flottilles de la liberté. Les discussions avec les camarades internationaux présentEs nous permettront de construire les solidarités et d'échanger nos analyses.

Montée du fascisme: toustes en campagne!

Notre université d'été sera un moyen pour nous de nous préparer aux combats qui s'annoncent, en particulier dans le contexte de la présidentielle à venir. À l'occasion des 90 ans du Front populaire, un cycle complet d'ateliers sera consacré à cet événement historique. Ludivine Bantigny nous présentera son dernier livre, *La Bourse ou la Vie*, qui revient sur l'expérience du Front populaire.

Dans la continuité de notre conférence nationale, notre forum, grand moment d'échange, sera l'occasion de discuter de la rentrée sociale et notamment des moyens de faire face aux attaques capitalistes et à la progression du fascisme, avec les forces syndicales et associatives. Un grand temps d'échange avec La France insoumise sera aussi prévu. Mais nous aurons également des temps de rencontre avec plusieurs forces politiques, comme le RÉSI, par exemple, pour préparer l'année qui arrive.

Convivialité et culture

En plus des ateliers, l'université d'été est aussi un moment convivial, ponctué d'activités culturelles. Côté cinéma, nous projetterons en avant-première le film *Le bonheur est dans la lutte*, réalisé par un jeune réalisateur : Olivier Besancenot. Mathieu Barbanche et la compagnie « Ensemble tout contre » nous présenteront leur dernier spectacle : « *Liberté, Égalité, Etc., ou pourquoi la démocratie est en danger* ».

Nous sommes déjà plus de 200 inscritEs à l'université d'été, alors n'hésitez pas à vous rendre sur le site pour vous inscrire en ligne (npa-lanticapitaliste.org/UDT2026) ou à envoyer un chèque, des chèques-vacances



ou des espèces directement au NPA-l'Anticapitaliste, Université d'été, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Pour nous contacter, écrivez à la
boîte mail de l'UDT : universite.
ete@nouveau-partianticapitaliste.
org
Commission Université d'été

Commission Université d'été

Réunion publique: lutter contre l'antitsiganisme à Blois. Le samedi 4 juillet, Ritchy Thibault, militant du Collectif Zor et auteur de *Voleurs de poules: combattre l'antitsiganisme*, ainsi qu'Aurélié Garand, militante du Collectif Justice pour Angelo et du Collectif Zor, autrice de *Depuis qu'ils nous ont fait ça*, sont venuEs à Blois pour une réunion antiraciste consacrée à la lutte contre l'antitsiganisme, organisée par le NPA-A 41.



Une trentaine de personnes se sont réunies pour assister à une discussion sur le thème de l'antitsiganisme, un racisme encore largement méconnu et pourtant profondément ancré dans la société, y compris à gauche. L'antitsiganisme est l'une des formes de racisme les plus répandues et les plus tolérées en Europe. Fortement banalisé, il est souvent ignoré par une partie de la gauche, quand celle-ci n'y adhère pas directement. Le racisme envers les VoyageurEs se manifeste de multiples façons : leurs conditions de vie sont dégradées, leur accès aux droits est entravé, des maires et des habitantEs peuvent organiser de véritables pogroms, leurs cultures et leurs langues sont réprimées, les VoyageurEs sont surreprésentéEs en milieu carcéral, leur espérance de vie est inférieure

de dix ans à celle de la population gadji, et iels sont régulièrement la cible de meurtres racistes.

Nous avons également tenu une table de presse proposant les ouvrages de nos invitéEs, tous disponibles à la Brèche et dont nous recommandons vivement la lecture. EngagéEs sur cette question depuis plusieurs années, notamment dans le cadre du Collectif Justice pour Angelo, dont nous sommes membres depuis 2017 à la suite de l'assassinat par le GIGN d'Angelo Garand, jeune Voyageur du Loir-et-Cher, il nous semble essentiel de faire vivre la lutte contre l'antitsiganisme. Nous appelons l'ensemble de notre organisation à se saisir pleinement de ce combat.

Le comité NPA-A 41

***Inprecor* n° 746-747. Revue sous la responsabilité du Bureau exécutif de la 4^e Internationale.** Le numéro d'été, un numéro double d'*Inprecor*, est sorti. L'éditorial aborde l'offensive impérialiste et d'extrême droite actuellement en cours contre l'Amérique latine, et nous publions un dossier sur l'état du système capitaliste dans sa phase impérialiste. Celui-ci démarre par une mise en perspective historique, suivie d'une analyse du changement de phase après la mondialisation et d'une analyse des rapports entre impérialismes et sous-impérialismes.

Le dossier se poursuit en s'éloignant un peu du sujet pour aborder la structuration des classes sociales à travers deux points de vue: le premier étudie la fragmentation des classes et le rapport au politique, le second, le rôle du travail reproductif.

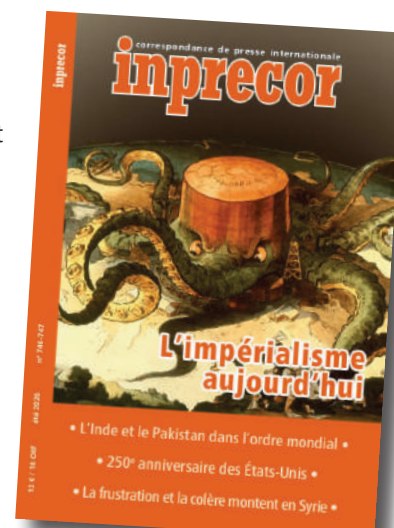
Ce dossier est également illustré par trois articles concernant le sous-continent indien : le premier sur la place de l'Inde dans les rapports de force mondiaux, le second sur la place du Pakistan et un troisième sur la nécessité de construire un front antifasciste et anti-impérialiste, à l'occasion de la conférence de Lahore.

Le numéro aborde également les luttes sociales en cours en Belgique, avec la grève de l'éducation, et en Syrie, qui vit une grande phase de luttes par en bas.

Enfin, ce numéro d'été est l'occasion de publier divers articles historiques. Le premier concerne le débat, régulièrement d'actualité, sur la loi de la valeur dans la transition au socialisme. C'est un article d'Ernest Mandel, introduit par Éric

Toussaint. Le second concerne le 250^e anniversaire des États-Unis, le troisième aborde les parcours militants de Léon Crémieux et de Penelope Duggan. Le quatrième est la publication inédite des notes corrigées du discours de Lumumba à l'occasion de l'indépendance de la République du Congo. Enfin, ce numéro se termine par un article tirant le bilan de la grande mobilisation contre le G7, à Genève.

<https://inprecor.fr/>



CULTURE «Le monde des luttes doit s'emparer des enjeux autour de l'édition indépendante»



Peux-tu te présenter ainsi que les éditions Premiers Matins de Novembre ?

Je dirige les éditions Premiers Matins de Novembre, que j'ai fondées et dont je suis l'éditrice. Notre thématique principale, ce sont les questions anti-impérialistes, antiracistes et décoloniales. Je ne viens pas du tout du monde du livre et je n'ai pas fait d'études d'édition ; je viens surtout du monde militant.

Le premier réflexe, quand on s'interroge sur la race, c'est de se tourner vers les États-Unis, parce que l'histoire politique des luttes antiracistes et anti-impérialistes au sein des centres impérialistes y est ancienne. Je cherchais donc des textes des Black Panthers, comme les autobiographies de Huey Newton ou d'Assata Shakur, et je ne les trouvais pas en français. Ces ouvrages existaient dans toutes les langues européennes possibles : en espagnol, en allemand, en italien... mais pas en français. Il y avait vraiment un vide, et c'est comme ça qu'on s'est lancés.

Nous ne voulions pas seulement publier des textes historiques, mais proposer des outils pour les luttes d'aujourd'hui

Nous avons commencé par publier des brochures. Je dis « nous », parce qu'on ne monte jamais une maison d'édition seule : c'est toujours une aventure collective. Puis nous nous sommes lancés dans les livres, d'abord autour de la question algérienne, qui est centrale dans la structuration du racisme et de l'islamophobie en France. Nous ne voulions pas seulement publier des textes historiques, mais proposer des outils pour les luttes d'aujourd'hui. Notre premier livre portait ainsi sur Mohamed Boudia, un militant de l'indépendance algérienne qui s'est ensuite engagé dans la lutte palestinienne.

D'où vient la faillite de Makassar ?

Makassar est un distributeur qui existe depuis une trentaine d'années. Il distribue une grande partie de l'édition critique, notamment parce qu'il est adossé à Hobo, notre diffuseur, mais une part importante de son activité concerne aussi la BD et le manga.

La faillite de Makassar résulte d'un effet domino, dont nous nous trouvons à l'autre bout

Makassar fonctionne un peu à l'ancienne : le travail est très sérieux, mais il connaît des retards de paiement, travaille de manière moins informatisée et se montre moins rigide que d'autres distributeurs. Cette souplesse séduit aussi

Entretien avec Assia El Kasmi, éditrice aux éditions Premiers Matins de Novembre, à propos de la crise que rencontrent les milieux de l'édition indépendante et critique autour de la faillite du distributeur Makassar.

une partie de l'édition critique, qui est ainsi moins tenue par des échéances très précises et par un calendrier de parutions fixé sur l'année. C'est d'autant plus important qu'une bonne partie d'entre nous travaille bénévolement, dans le cadre d'un engagement militant qui connaît nécessairement des aléas.

La faillite en cours de Makassar résulte d'un effet domino, dont nous nous trouvons à l'autre bout. Lorsque de grands groupes de librairies ferment — on l'a vu avec Gibert Joseph, Decitre ou Le Furet du Nord —, cela provoque une catastrophe dans toute la chaîne du livre. Makassar ne parvient plus à récupérer une partie des recettes des ventes de mangas et de bandes dessinées en librairie et voit à son tour son activité s'effondrer. Il ne peut donc plus nous payer. Pour nous, le manque à gagner se situe entre 15 000 et 20 000 euros. Mais nous travaillions beaucoup en surdiffusion, c'est-à-dire en vendant directement sur les tables des lieux militants. Ce n'est pas le cas de tout le monde.

Quelles sont les conséquences concrètes de la faillite pour vous, aux éditions Premiers Matins de Novembre ?

Maintenant, on sait que cet argent, on ne le touchera pas. Et je ne sais pas comment on va faire, parce qu'on a annoncé trois nouveaux ouvrages pour la rentrée. Cela veut dire payer les imprimeurs, le graphiste, le maquettiste, le correcteur... C'est une économie très précaire.

J'ai travaillé bénévolement pendant dix ans avant de pouvoir être salariée, depuis un an et demi, et là, je ne sais pas si je vais pouvoir continuer

Je dirige une maison d'édition critique : ça veut dire que je fais de l'administration, de la comptabilité, de la logistique. Je passe ma vie à la poste ! Je ne peux pas simplement rester dans mon bureau à réfléchir : « Quel livre va avoir un impact sur le monde ? » Nous avons travaillé pendant dix ans avant de pouvoir nous payer. J'ai travaillé bénévolement pendant dix ans avant de pouvoir être salariée, depuis un an et demi. Et là, je ne sais pas si je vais pouvoir continuer.

Quelles sont les perspectives de lutte pour l'édition indépendante face à la fascisation ?

Les premières cibles de la fascisation restent les pauvres, les



personnes non blanches et les personnes LGBT. Mais la culture sera un enjeu très important dans les prochaines années. C'est un monde traversé par des enjeux considérables. Je ne vais pas ressortir Gramsci et l'hégémonie culturelle, mais toutes les dernières offensives libérales et fascistes — les coupes budgétaires comme la concentration des grands médias au service de la fascisation — nous visent directement.

La culture sera un enjeu très important dans les prochaines années, c'est un monde traversé par des enjeux considérables

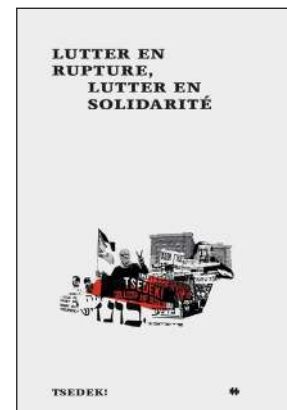
Concernant les perspectives de lutte, il faut construire des collectifs. Ce qui nous réjouit dans cette tempête, c'est que notre diffuseur travaille énormément pour nous trouver une alternative et nous accompagner. Le lectorat se mobilise autour de nous, nous témoigne sa solidarité. Toute une partie du monde de la librairie nous soutient également, notamment en nous passant des commandes directes. Cela permet à tout un pan de l'édition de ne pas disparaître. C'est rassurant, mais cela ne dit encore rien de notre avenir proche.

La campagne Désarmer Bollore a constitué un premier jalon. Nous y participons, mais il faut l'amplifier et faire en sorte que le monde des luttes s'empare du sujet. Au-delà du monde du livre, il faut aussi s'adresser à l'extérieur et de faire en sorte que l'ensemble du monde des luttes entende ce qui se passe. Un groupement d'éditeurs s'est constitué autour de notre diffuseur, qui nous a alertés sur la catastrophe économique en cours chez Makassar. Nous y échangeons des informations et mettons en commun des ressources. À Toulouse, nous travaillons aussi étroitement avec d'autres maisons, notamment les éditions Blast, avec lesquelles nous avons lancé une caisse commune. Des librairies comme Terra Nova ont également alerté une centaine de libraires de la région et s'organisent pour nous venir en aide. Cette solidarité est très précieuse.

Peux-tu nous donner quelques suggestions de lecture parmi vos ouvrages, pour nos commandes de cet été ?

Il est important de commander directement sur notre site. Parmi nos dernières publications, il y a le livre du collectif juif décolonial Tsedek, qui revient sur ses années de lutte et sur ses fondements politiques. C'est un petit livre très accessible, qui se lit facilement. Il y a aussi le livre de Saïda Menebhi, militante communiste marocaine morte dans les prisons de Hassan II. *Les bras chargés de fusils, la tête de poèmes* est un recueil de poèmes et de lettres, accompagné d'une enquête sur les femmes dans les prisons marocaines. Enfin, nous avons également réédité l'autobiographie de Huey Newton, *Le Suicide révolutionnaire*, avec une postface de Norman Ajari et une préface d'Amzat Boukari-Yabara.

Propos recueillis par Hafiza b. Kreje



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l.anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



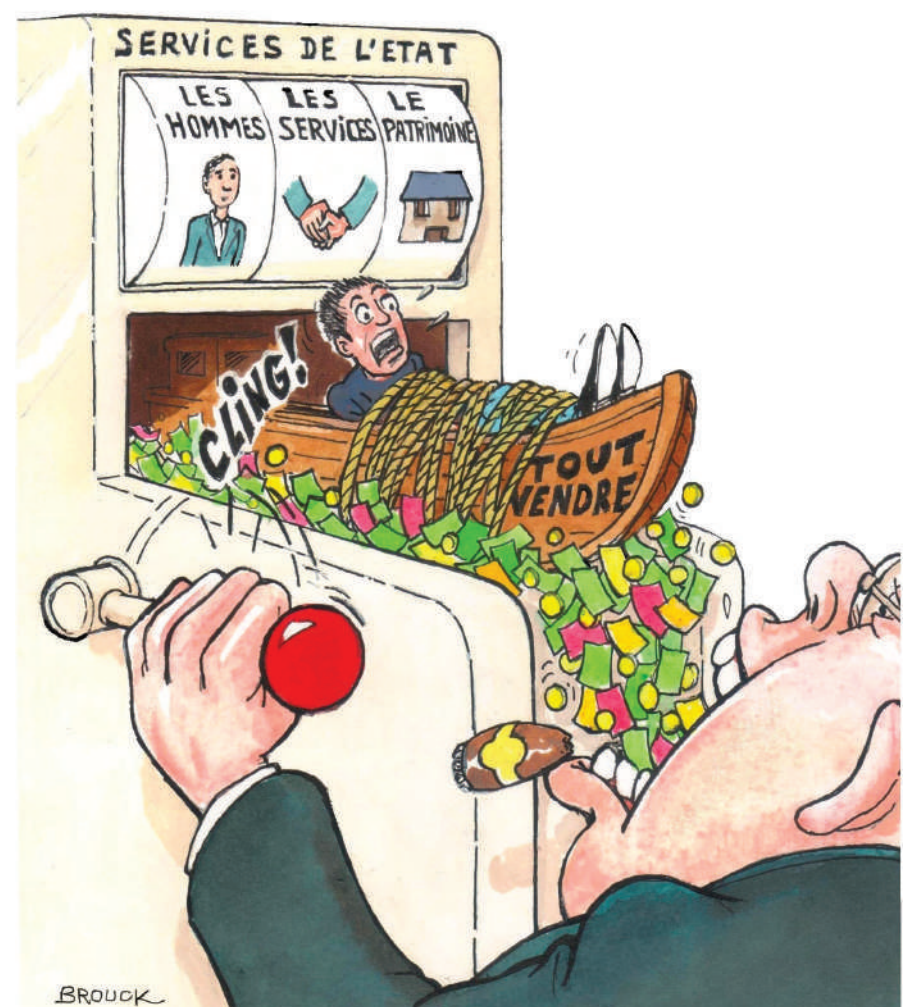
Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org